

[English version starting p.4]

Que reste-t-il de la démocratie ? L'éducation et l'engagement politiques à l'heure de l'urgence climatique et de la montée du fascisme

Résumé

Comme beaucoup de chercheur.euses activistes, nous sommes profondément préoccupé·es par trois tendances politiques : 1) la désaffection largement observée des jeunes pour la politique ; 2) l'escalade des lois anti-manifestation ; 3) la montée continue du fascisme à travers le monde. En tant qu'universitaires et éducateur·ices, nous sommes tout à fait conscient·es que le néolibéralisme a complètement pris le contrôle de nos institutions scientifiques et de notre système éducatif. En même temps, nous pensons que la recherche et l'éducation sont encore les moyens de défendre et de transmettre les valeurs démocratiques, afin d'empêcher un effondrement total et la descente de notre société dans le fascisme. Alors que nous cherchons désespérément des moyens de résister et de nous opposer au néolibéralisme et à sa conséquence la plus probable, le fascisme, nous considérons que l'exclusion de la jeune génération de ce combat est une grave erreur. Par conséquent, nous exhortons les éducateur·ices à écouter ces jeunes militant·es - leurs luttes, leurs espoirs, leurs déceptions, leurs craintes et leurs rêves - afin de réfléchir à ce que nous, en tant qu'éducateur·ices, devons faire pour garantir que leur génération et les générations futures soient capables et désireuses de continuer à s'engager politiquement, à défendre et à lutter pour une démocratie plus forte, meilleure et véritable.

Hao Tam Ho et Jean-Michel Hupé ont résumé leurs réflexions sur les tendances politiques susmentionnées sous la forme d'un court texte (ci-dessous) qui a été partagé avec les intervenant·es. *Comme certain·es d'entre elles et eux y répondront directement, nous demandons à notre audience de lire ce texte à l'avance.* Merci !

Animation : Hao Tam Ho (Atécopol) & Jean-Michel Hupé (FRAMESPA, CNRS, Univ. Toulouse Jean Jaurès)

Intervenant·es

Margot Reyes (InterMed, Université de Perpignan) enquête pour sa thèse sur la formation des hauts fonctionnaires à la transition écologique. Elle en montrera les limites pour une action publique à la hauteur des enjeux.

Elena Kerjean & Juliane Mailly (CRCA, CNRS, Université de Toulouse) sont deux doctorantes en biologie qui ont aidé à organiser la conférence *Sciences autour des enjeux d'inclusivité et de justice sociale* au sein des institutions de recherche. Elles discuteront du rôle de la nouvelle génération de chercheur·euses dans la création d'un monde académique progressiste.

Romain Boucher a co-fondé le collectif *Vous n'êtes pas seul*. Il montrera que désertir le système productif destructeur (pour ne plus en être complice) ne signifie pas forcément un désengagement individualiste, mais au contraire permet l'action collective militante.

Alix Cheney (Sciences Po Toulouse & Université Toulouse Jean Jaurès) est étudiant·e en master de sciences politiques. Iel discutera, sur la base de témoignages, de l'impact de la répression sur l'engagement des militant·es.

Invité·e spécial·e : la voix d'une jeunesse trop souvent invisibilisée, consciente à la fois de l'urgence climatique et de la montée du fascisme. C'est le partage du vécu d'une jeunesse reléguée aux marges, empêchée d'agir mais jamais indifférente. Il s'agit d'un témoignage à la fois personnel et politique, sur l'exclusion, la peur, mais aussi sur le besoin vital d'être écouté·e et reconnu·e dans la lutte pour une démocratie réelle.

Réflexions (par HTH & JM)

Une semaine avant que Donald Trump ne se retire - une seconde fois - de *l'Accord de Paris*, dans l'un de ses tout premiers actes en tant que 47^e président des États-Unis, la jeune activiste climatique Anjali Sharma, âgée de 20 ans, écrivait avec amertume dans [The Guardian Australia](#) :

Je suis en train de scroller sur *TikTok* après le travail quand je reçois un texte qui m'aurait envoyée, quand j'avais 12 ans, dans une spirale, une fièvre d'anxiété climatique extrême... tout mon fil d'actualité est inondé d'images d'un brasier de flammes déchirant les quartiers de Los Angeles, en hiver. Ce n'est pas de l'anxiété que je ressens, mais de l'incrédulité. Incrédulité de voir que la vie des jeunes et des générations futures est façonnée par les décisions prises aujourd'hui, et que nous devons encore supplier et plaider pour que notre santé et notre bien-être soient protégés par la législation face à la pollution climatique destructrice.

« Je ne suis pas la seule », nous dit M^{me} Sharma, qui résume brièvement la « relation difficile » de sa génération avec le système électoral qui est au cœur de nos soi-disant démocraties.

- Sa génération est *consciente*, nous assure-t-elle : « Nous avons la possibilité d'accéder aux nouvelles du monde en appuyant sur un bouton. Nous savons aussi que le changement climatique est bien réel ».

- Pourtant, sa génération est *cynique* : « [Nous avons l'impression] que la politique n'est pas faite pour nous, que les politiciens ne nous écoutent pas et ne se soucient pas de nous... que nous regardons le monde brûler et notre avenir avec, sans que personne n'ait pris la peine de nous demander notre avis ».

- Plus inquiétant encore, sa génération est profondément *désengagée* : « Ce sentiment de futilité [...] est le tueur silencieux. C'est l'échec de la démocratie, le fait que les jeunes se sentent piégés dans un système politique qui n'a pas été conçu pour elles et pour eux [...] » qui conduit à « [...] un refus de s'intéresser aux nouvelles parce qu'elles sont toujours déprimantes, ou un refus de s'intéresser à la politique parce qu'elle est pleine de bruits insignifiants et de gens qui se crient dessus ».

Pourtant, « la seule façon de restaurer la foi dans la démocratie », insiste M^{me} Sharma, « c'est l'engagement [...] ».

L'engagement politique, en particulier sous la forme de manifestations pacifiques et de désobéissance civile non violente - souvent les seules options pour les jeunes militant·es du climat qui n'ont pas atteint l'âge de voter - est devenu difficile et dangereux ces dernières années. Selon [Climate Rights International](#) (CRI), parmi de nombreuses autres organisations de surveillance, les manifestant·es pour le climat dans les pays démocratiques sont de plus en plus confrontées à des réponses « excessives » et « disproportionnées de la part de la police, des procureurs ou des juges [qui incluent des techniques de contrainte douloureuses, des menaces d'utilisation d'armes à feu, des amendes sévères, de longues peines d'emprisonnement et des enquêtes criminelles, qui sont toutes] incompatibles avec le droit international ». CRI souligne :

Protester pour lutter contre le changement climatique n'est pas seulement l'expression d'un désaccord ou d'un mécontentement à l'égard d'un choix. C'est l'affirmation d'un droit démocratique fondamental. Plutôt que de bloquer et de pénaliser les manifestant·es pour le climat, les gouvernements devraient respecter leurs obligations en matière de climat et écouter les voix de celles et ceux qui sont frustrés par leur inaction. [...] La sauvegarde du droit de manifester n'est pas facultative, c'est une obligation juridiquement contraignante [...].

« Qu'est-ce que cela suggère sur l'état de la démocratie [...] ? » s'interroge Eve Darian-Smith dans « [The Challenge of Political Will, Global Democracy and Environmentalism](#) » (2024), qui insiste sur le fait que « [...] nous devons examiner l'absence de volonté politique nationale de s'attaquer à la

dégradation de l'environnement dans un contexte géopolitique mondial de montée de l'antidémocratie et de l'autoritarisme. [...] Ce que l'escalade des lois anti-manifestation dans le monde met en lumière, c'est que la « lutte » contre le changement climatique n'est [...] plus seulement une lutte des humains pour atténuer le réchauffement de la planète et défendre le monde naturel et l'espèce humaine contre l'extinction. De plus en plus, [...] la lutte s'est transformée en un front de bataille dressé par les dirigeants d'extrême droite contre leurs propres citoyens ».

Il est temps de cesser d'être poli-e et d'appeler cette montée mondiale de « l'antidémocratie et de l'autoritarisme » par ce qu'elle est : le fascisme. Comme le souligne Eduardo Altheman Santos dans son chapitre intitulé « [Fascism Now and Then ó Herbert Marcuse's Legacies](#) » (*The Marcusean Mind*, 2024) :

Il est déconcertant de constater qu'un grand nombre des plus brillants analystes politiques dans l'ensemble du spectre politique se sont empressés d'affirmer que ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est pas la renaissance du fascisme. L'histoire ne se répète pas, dit-on. Le populisme, les démocraties illibérales, l'autoritarisme antilibéral ou le néolibéralisme autoritaire semblent décrire au mieux les formes de régimes autoritaires et d'idéologies régressives du XXI^e siècle. Toutefois, outre qu'il insiste à présenter le libéralisme et l'autoritarisme comme l'eau et l'huile (et non comme les deux faces d'un même phénomène, ainsi que le soutenait Marcuse de manière si convaincante), cet argument ne tient pas compte du fait que ce qui s'est passé dans les années 1930 en Allemagne n'était pas un événement isolé dans l'histoire du capitalisme. Le colonialisme, le racisme systémique, la structure des plantations, les nouvelles formes d'impérialisme et les traitements de choc néolibéraux sont autant d'événements au cours desquels ce que Marcuse a identifié comme la structure de base du fascisme s'est présentée, souvent dans toute son ampleur.

Dans « [Resisting Fascism and Winning the Education Wars: How Can We Meet the Challenge](#) », Henry Giroux observe avec autant d'indignation que d'inquiétude :

L'éducation est de plus en plus devenue un outil de domination, les appareils pédagogiques de droite contrôlés par les entrepreneurs de la haine s'attaquant aux travailleur·euses, aux pauvres, aux personnes de couleur, aux réfugié·es, aux immigrant·es sans papiers, aux personnes LGBTQ (lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels) et à d'autres personnes considérées comme jetables. Au milieu d'une époque où un ancien ordre social s'effondre et un nouveau s'efforce de se définir, apparaît une période de confusion, de danger et de grands moments d'agitation. Le moment présent se situe à nouveau dans une conjoncture historique où les structures de libération et de l'autoritarisme, du fascisme et de la démocratie, rivalisent pour façonner un avenir qui apparaît soit comme un cauchemar impensable, soit comme un rêve réalisable.

Nous sommes d'accord avec Giroux pour dire qu'« il est difficile d'imaginer un moment plus urgent pour prendre au sérieux la nécessité de mettre l'éducation au centre de la politique », de revenir à « une forme d'éducation qui encourage l'action humaine en créant les conditions qui permettent aux étudiant·es non seulement d'être des penseur·euses critiques, mais aussi des agents sociaux engagés de manière critique » et de la développer. L'éducation est un « projet politique », souligne Giroux, « [...] un projet fondé sur la recherche de la vérité, l'élargissement de l'imagination et la pratique de la liberté ». Il rappelle en outre aux éducateur·ices que :

Dans une société où la démocratie est assiégée, il est crucial [...] de se rappeler que d'autres futurs sont possibles et qu'agir en fonction de ces convictions est une condition préalable pour rendre possible un changement radical. Ce qui est en jeu ici, c'est le courage de relever le défi de savoir quel genre de monde nous voulons construire pour nos enfants.

Cependant, comme le note Carlie Trott (2024) dans son étude « [Activism as education in and through the youth climate justice movement](#) » :

L'éducation peut être une force critique pour la transformation de la société [...], mais elle est souvent conçue comme unidirectionnelle, où les adultes transmettent des connaissances importantes et des compétences aux jeunes générations. Pourtant, l'un des principaux moteurs de la participation des jeunes à l'activisme en faveur de la justice climatique a été le sentiment d'abandon et de trahison des adultes d'aujourd'hui, non seulement en raison de l'action climatique inadéquate des dirigeants politiques [...], mais aussi en raison d'une ECC [Éducation au changement climatique] inadéquate et néolibéralisée qui ne fait pas grand-chose pour informer et équiper les jeunes afin qu'ils et elles puissent s'engager dans les réalités d'aujourd'hui [...].

C'est pourquoi nous réservons ce symposium aux jeunes - la génération qui lutte actuellement pour faire entendre sa voix auprès des décideurs politiques, des médias, des universitaires et du public, et dont l'avenir est menacé non seulement par l'effondrement du climat et des systèmes écologiques de la planète, mais aussi par l'effondrement de nos démocraties - notre seul espoir de changement.

What's left of democracy? Political education and engagement in a time of climate emergency and rising fascism

Abstract

Like many researcher-activists, we are deeply concerned about three current political trends: 1) the widely observed disaffection of young people with politics; 2) the escalation of anti-protest laws; and 3) the continuing rise of fascism around the world. As scholars and educators, we are acutely aware that neoliberalism has completely taken over our scientific institutions and educational system. At the same time, we believe that scholarship and education are still the means by which to uphold and transmit democratic values, so to prevent a total collapse and descend of our society into fascism and a complete ecological catastrophe. As we desperately search for ways to resist and oppose neoliberalism and its most likely consequence, fascism, we see the exclusion of the younger generation from this fight as a grave mistake. Therefore, we urge educators to listen to the six young speakers of this session - to their struggles, hopes, disappointments, fears and dreams - so to reflect on what we, as educators, must do to ensure that their and future generations are able *and willing* to continue to engage politically, to defend and strive for a stronger, better and true democracy.

Hao Tam Ho et Jean-Michel Hupé summarised their reflections on the afore-mentioned political trends in the form of a short text (below) which they shared with the young speakers. *As some of the speakers will respond directly to HTH and JMH's reflections, we kindly ask the audience to **read this text before the session.***

Animation : Hao Tam Ho (Atécopol) & Jean-Michel Hupé (FRAMESPA, CNRS, Univ. Toulouse Jean Jaurès)

Speakers

Margot Reyes (InterMed, University de Perpignan) is investigating for her thesis the training of senior civil servants in ecological transition. She will show the limits of such training for a public action living up to the challenge.

Elena Kerjean & Juliane Mailly (CRCA, CNRS, University de Toulouse) are two doctoral students in biology who helped launching the Scienc.e.s conference focused on issues of inclusivity and social justice within research institutions. They will be discussing the role of the new generation of researchers in creating a progressive academic world.

Romain Boucher is the co-founder of the *Vous n'êtes pas seul* collective. He will show that deserting the destructive production system (so as to no longer be complicit in it) does not necessarily mean individualistic disengagement but, on the contrary, enables militant collective action.

Alix Cheney (Sciences Po Toulouse & University Toulouse Jean Jaurès) is a master's student in political science. Based on personal accounts, they will discuss the impact of repression on activists' commitment.

Special guest : the voice of a youth too often made invisible, aware of both the climate emergency and the rise of fascism. It is the sharing of the experiences of a youth relegated to the margins, prevented from acting but never indifferent. It is a testimony that is both personal and political, about exclusion and fear, but about the vital need to be heard and recognized in the fight for true democracy.

Reflections (by HTH & JM)

A week before Donald Trump pulled out of the Paris Agreement - again - in one of his very first acts as the 47th president of the United States, [the 20-year old youth climate activist Anjali Sharma wrote, bitterly, in Guardian Australia:](#)

I'm scrolling on TikTok after work when I get a text that would have sent 12 year-old Anjali into a spiral, a frenzy of extreme climate anxiety - my entire feed is flooded with images of an inferno of flames ripping through neighbourhoods in LA, in winter. I feel not anxiety but disbelief. Disbelief that the lives of young people and future generations are being shaped by decisions being made today, and yet we must still beg and plead to have our health and wellbeing protected by legislation in the face of destructive climate pollution.

I'm not the only one, Sharma tells us and offers a succinct summary of her generation's fraught relationship with the electoral system that is at the heart of our so-called democracies.

- Her generation is *aware*, she assures us: "We have the ability to access the world's news at the press of a button. We also have the knowledge that climate change is very real."
- Yet, her generation is *cynical*: "[We feel] that politics isn't for us, and that politicians don't listen to us or care about us - that we're watching the world burn and our futures with it yet nobody has bothered to ask for our input."
- Most worryingly, her generation is deeply *disaffected*: "[T]his sense of futility [is] the silent killer. It is the failure of democracy, the fact that young people feel trapped in a political system not built for them [is] that leads to [is] a refusal to engage with the news because it's always depressing, or a refusal to engage with politics because it's full of meaningless noise and people shouting at each other."

Yet, "[t]he only way to restore faith in democracy," Sharma insists, "is engagement [is]."

Political engagement, particularly in the form of peaceful protests and non-violent civil disobedience - often the only options for young climate activists who have not reached the voting age - has become difficult and *dangerous* in recent years. According to [Climate Rights International \(CRI\)](#), among many other watchdog organisations, climate protestors in *democratic countries* are facing, increasingly, "excessive" and "disproportionate" responses from the police, prosecutors, or judges [that include painful restraint techniques, threats of firearms, harsh fines, long imprisonments and criminal investigations all of which] are inconsistent with international law. CRI stresses:

Protesting to combat climate change is not merely an expression of dissent or voicing dissatisfaction with a choice. It is an assertion of a fundamental democratic right. Rather than blocking and penalizing climate protesters, governments should be complying with their climate obligations, and they should be listening to the voices of those frustrated with their inaction. [is] The safeguarding of the right to protest is not optional, it is a legally binding obligation [is].

"What does this suggest about the state of democracy [is]?" Eve Darian-Smith asks in ["The Challenge of Political Will, Global Democracy and Environmentalism"](#), and urges that "[is] we need to examine the lack of national political will to address environmental degradation against a global geopolitical backdrop of rising antidemocracy and authoritarianism. [is] What the escalating anti-protest laws around the world highlight is that the "fight" against climate change is [is] no longer only a fight by humans to mitigate a warming planet and defend the natural world and the human species from extinction. Increasingly, [is] the fight has morphed into a battlefield constructed by far-right leaders against their own citizens."

It is time to stop being polite and call this global rise in antidemocracy and authoritarianism by what it is: fascism. As Eduardo Altheman Santos points out in his chapter, "[Fascism Now and Then](#)" [Herbert Marcuse's Legacies](#):

Bewilderingly, many of the most acute and brightest political analysts from all positions in the political spectrum have rushed to affirm that what we are witnessing today is not the revival of fascism. History does not repeat itself, so the argument goes. Populism, illiberal democracies, antiliberal authoritarianism, or authoritarian neoliberalism seem to describe best the 21st-century forms of authoritarian rule and regressive ideologies. However, apart from insisting that liberalism and authoritarianism are like water and oil (instead of two sides of the same phenomenon, as Marcuse so convincingly argued), this argument fails to recognize the fact that what happened in the 1930s in Germany was not an isolated event in the history of capitalism. Colonialism, systemic racism, the plantation structure, new forms of imperialism, and neoliberal shock treatments – these were events in which what Marcuse identified as the basic structure of fascism presented itself, often to its full extent.

In "[Resisting Fascism and Winning the Education Wars: How Can We Meet the Challenge](#)," Henry Giroux observes with equal outrage and concern:

Education has increasingly become a tool of domination as right-wing pedagogical apparatuses controlled by the entrepreneurs of hate attack workers, the poor, people of colour, refugees, undocumented immigrants, LGBTQ (Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender) people and others considered disposable. In the midst of an era when an older social order is crumbling and a new one is struggling to define itself, there emerges a time of confusion, danger and moments of great restlessness. The present moment is once again at a historical juncture in which the structures of liberation and authoritarianism, fascism and democracy, are vying to shape a future that appears to be either an unthinkable nightmare or a realisable dream.

We agree with Giroux that [i]t is hard to imagine a more urgent moment for taking seriously the necessity to make education central to politics, to return to and expand "a form of education that encourages human agency by creating the conditions that enable students not only to be critical thinkers, but also critically engaged social agents." Education is a political project, Giroux emphasises, [] a project based on the search for truth, an enlarging of the imagination and the practice of freedom. He further reminds educators that

in a society in which democracy is under siege, it is crucial [] to remember that alternative futures are possible and that acting on these beliefs is a precondition for making radical change possible. At stake here is the courage to take on the challenge of what kind of world we want to build for our children.

However, as Carlie Trott (2024) notes in her study, "[Activism as education in and through the youth climate justice movement](#)":

Education can be a critical force for societal transformation [] yet it is often conceived as unidirectional, whereby adults confer important knowledge and skills upon younger generations. A key driver of youths' participation in climate justice activism, however, has been a sense of abandonment and betrayal by today's adults – not only due to inadequate climate action by political leaders [] but also inadequate, neoliberalised CCE [Climate Change Education] that does little to inform and equip young people to engage with today's realities [].

For that reason, we reserve this symposium for the young - the generation that is currently struggling to have their voices heard by policymakers, media, academics and the public and whose future is threatened not only by the collapse of the planet's climate and ecological systems but also by the collapse of our democracies - our only hope for change.